

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 19/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FMGC**

ZI de Hochezie  
44110 Soudan

Références : N5-2023-1014

Code AIOT : 0006300987

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement FMGC implanté ZI de Hochezie 44110 Soudan. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FMGC
- ZI de Hochezie 44110 Soudan
- Code AIOT : 0006300987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FMGC exploite, sur le site de Soudan, une fonderie de fonte.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur l'activité du site
- Suivi de l'impact des activités sur l'environnement
- Consommation d'eau
- Suites de la précédente inspection

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets atmosphériques - Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 58-II et III	/	Sans objet
3	Vitesse d'éjection des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	/	Sans objet
4	Modalités d'entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article 11-2	/	Sans objet
6	Suivi des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
7	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 2 et 15	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques des installations	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 9	/	Sans objet
8	Suites de la précédente inspection	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Rejets atmosphériques des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques de l'établissement Périodicité de contrôle
<b>Constats :</b> En préalable à la visite, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques des installations réalisés en septembre 2022.  Lors de ces contrôles, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées.
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, les rapports des contrôles des rejets atmosphériques des installations réalisés en septembre 2023. En cas de non-conformité, il précisera les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°2 : Rejets atmosphériques - Rapports de contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 58-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 58-II : Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.  Article 58-III : Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> En préalable à la visite, les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de l'établissement ont été présentés. Un contrôle par sondage a été réalisé par l'inspection des installations classées.  Les méthodes de mesure mises en œuvre lors des contrôles sont référencées dans l'avis du 22-02-2022.  Les contrôles sont réalisés par un laboratoire disposant de plusieurs agréments et de l'accréditation demandés. Leurs références figurent dans les rapports consultés.  Cependant, il n'est pas précisé, dans les rapports consultés, le nom du laboratoire d'analyse sous-traitant disposant de l'agrément pour l'analyse du mercure (agrément n°3b), des métaux lourds (agrément n°6b), des dioxines et furannes (agrément n°8) et du dioxyde de soufre (agrément n°10b).  <b>L'exploitant doit s'assurer, auprès du laboratoire ayant réalisé les prélèvements et établi les rapports de contrôle, que le laboratoire auquel les analyses ont été sous-traitées lors des derniers contrôles des rejets atmosphériques, dispose des agréments nécessaires. Il s'assurera que cette information figure explicitement dans les prochains rapports de contrôle des rejets atmosphériques de l'établissement.</b>  Par ailleurs, dans plusieurs rapports, il est constaté que les modalités de fonctionnement des installations peuvent différer notablement d'un essai à l'autre, ce qui peut influencer significativement sur les résultats (par exemple, dans les rapports de contrôles des points n°16, 21 et 33 réalisés en septembre 2022).  <b>L'exploitant doit veiller à ce que les modalités de fonctionnement des installations soient représentatives d'un fonctionnement normal lors des prochains contrôles des rejets atmosphériques. Il précisera les dispositions prises en ce sens.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°3 : Vitesse d'éjection des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.
<b>Constats :</b> Les mesures réalisées au niveau des installations en septembre 2022 mettent en évidence une

vitesse mesurée insuffisante sur 3 points de rejet hors filtres de fusion (les points numérotés : 11, 18 et 31).

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les actions mises en œuvre pour mettre en conformité chaque point de rejet.

De nouvelles mesures au niveau des rejets atmosphériques de l'établissement ont été réalisées en septembre 2023.

**Les résultats des mesures n'étant pas disponibles le jour de la visite, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les rapports de mesures des rejets atmosphériques réalisées en septembre 2023, dès réception ; il justifie de la mise en conformité des installations concernées avec la vitesse minimale d'éjection fixée à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 suite à la réalisation des actions présentées lors de la visite.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N°4 : Modalités d'entreposage des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

**Constats :**

Sur la zone de l'ancienne décharge, sont entreposés des déchets non dangereux, en particulier, les terres de fond de case et les sables en mélange. Cette zone n'est pas étanche.

Suite à la précédente inspection, l'exploitant a présenté la solution retenue localisée à l'est du site, pour entreposer ces déchets non dangereux dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

Lors de la visite, il a été constaté que les travaux d'aménagement de la zone avaient débuté.

**L'exploitant informera l'inspection des installations classées de l'avancement des travaux.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N°5 : Contrôle des niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article 11-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions sonores

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement des installations ne doivent engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée.

**Constats :**

Le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé en juillet 2020 met en évidence une non-conformité au niveau de la zone à émergence réglementée située au nord-ouest du site en période diurne et en période nocturne. Aucune plainte n'a été émise à ce jour.

Une société spécialisée est intervenu en décembre 2021 pour identifier les sources de bruit et définir les actions correctives à mettre en place. Les principales sources de bruit ont été identifiées au niveau du dispositif de filtration du rejet Ponçage PMP et au niveau des extracteurs situés en

toiture du bâtiment finition PMP.

Des solutions de réduction des émissions sonores ont été définies (en particulier, la mise en place d'un capotage au niveau du système de filtration). Cependant, l'exploitant précise que celles-ci représentent un coût important. Il précise également que les voiries à proximité ont été refaites dernièrement et qu'un bâtiment de stockage des pièces en fonte (d'une surface de 1 614 m<sup>2</sup> et d'une hauteur au faîtage de 9,43 mètres) a été construit depuis.

Il envisage également de remplacer le système de filtration du rejet Ponçage PMP dans le cadre de la construction du nouveau bâtiment d'application de peinture.

De nouvelles mesures des émissions sonores en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée sont programmées en novembre 2023.

**L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des émissions sonores en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée programmé en novembre 2023. En cas de non-conformité, il précisera les actions correctives définies en vue d'une mise en conformité des installations.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°6 : Suivi des équipements sous pression

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Équipements sous pression

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :**

Suite à la précédente visite, l'exploitant a précisé qu'un audit par une société spécialisée devait être réalisé sur ce sujet en novembre 2022.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé la réalisation de cet audit mais a précisé que le rapport correspondant n'a pas été transmis.

Il n'a donc pas été en mesure de présenter la liste des équipements sous pression soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20-11-2017.

**L'exploitant doit établir la liste des équipements soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20-11-2017, dans les plus brefs délais et la transmettre à l'inspection des installations classées. Cette liste indiquera pour chaque équipement, les informations listées réglementairement (en particulier, les dates des dernières inspections périodiques et requalifications périodiques).**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°7 : Consommation d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 2 et 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

Article 2 : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement,

l'entretien et l'exploitation des installations pour utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable (...).

Article 15 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a précisé disposer de 4 compteurs sur le site qui sont relevés périodiquement. Certains compteurs étant difficiles d'accès, ils ont été remplacés récemment par des compteurs télérelevés.

**L'exploitant doit relever chaque semaine les compteurs d'eau du site et porter ces résultats dans un registre de suivi (éventuellement informatisé). Ceci doit lui permettre d'identifier les principales utilisations d'eau sur le site ; le cas échéant, des compteurs supplémentaires seront mis en place.**

Par ailleurs, lors de la préparation de l'inspection, il a été constaté une forte augmentation des consommations entre 2020 et 2022 ; l'exploitant a alors précisé que ceci a permis de mettre en évidence une fuite importante sur le réseau d'alimentation qui a été réparée depuis.

**Il a été rappelé la nécessité d'être vigilant sur ce suivi pour maîtriser la consommation d'eau.**

Par ailleurs, les dispositions applicables en période de sécheresse (modalités d'application de l'arrêté cadre sécheresse du 08-06-2023 et de l'arrêté ministériel du 30-06-2023) ont été rappelées, en particulier, en situation d'alerte renforcée ou de crise.

**L'exploitant doit analyser les modalités d'application de ces arrêtés sur le fonctionnement de ces installations et définir les actions susceptibles d'être mises en place pour atteindre les objectifs de réduction définies le cas échéant.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

**N°8 : Suites de la précédente inspection**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2001

Thème(s) : Autre, Suites de la précédente inspection

**Prescription contrôlée :**

Suites de la précédente inspection

**Constats :**

L'exploitant a répondu aux fiches de constat de la précédente inspection par courrier du 18-11-2022. Les réponses apportées aux fiches de constats suivantes n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées :

- Fiche de constat n°3 - Plan de gestion des solvants : le PGS pour l'année 2022 a été transmis le 27-03-2023. Ceci permet de justifier que les actions mises en place (en particulier, le passage à la couche à l'eau du chantier GP1) permettent de respecter le pourcentage d'émissions diffuses de solvants.

- Fiche de constat n°7 - Surveillance environnementale : le rapport de contrôle pour l'année 2023 a été transmis le 25-05-2023. **L'inspection des installations classées rappelle que la surveillance environnementale doit se poursuivre annuellement.**

- Fiche de constat n°10 - Surveillance des eaux superficielles : les résultats des derniers contrôles consultés en préalable à l'inspection via l'application GIDAF ne mettent plus en évidence de dépassement en zinc dans les eaux rejetées en sortie du grand bassin. **Cependant, l'exploitant doit poursuivre l'étude pour la mise en place d'actions complémentaires sur la gestion de ces eaux (curage des bassins ; mise en place d'un dispositif de filtration ; ...).**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet